

# **Cadre de référence pour un projet de société**

**Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec  
(MÉPACQ)**

**3575, boul. St-Laurent, bureau 202, Montréal, Québec, H2X 2T7**

Téléphone : (514) 843-3236, télécopieur : (514) 843-6512, courrier électronique : [mepacq@cam.org](mailto:mepacq@cam.org)

1ère édition, août 1993

**2e édition, juin 1999**

# Pourquoi un projet de société?

Le document que vous avez entre les mains est le fruit d'un processus de consultation des groupes membres du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) visant à se doter d'un projet de société.

Fondé en 1981, le MÉPACQ est un regroupement national de onze Tables régionales en éducation populaire autonome. Ces Tables régionales regroupent au-delà de 400 organismes populaires et communautaires ayant en commun des pratiques d'éducation populaire autonome. Il s'agit également d'un lieu unique d'échange puisque le MÉPACQ est le plus ancien regroupement où l'on retrouve des groupes de tous les secteurs d'intervention et de toutes les régions du Québec.

L'existence même du mouvement populaire et communautaire présuppose de fortes volontés de transformation de la société québécoise grâce à nos luttes, nos analyses, nos interventions et notre travail. Voilà pourquoi plusieurs groupes souhaitent se réapproprier un projet de société reflétant leurs valeurs et principes fondamentaux.

La démobilitation et les désillusions de certains et certaines sont loin d'avoir empêché plusieurs groupes de poursuivre leur travail et leur réflexion. L'appauvrissement grandissant d'une large partie de la population et le débat autour de la question nationale sont quelques-uns des éléments qui ont fait prendre conscience de la nécessité de poursuivre cette réflexion.

Notre démarche de projet n'est pas la seule entreprise au Québec au début des années quatre-vingt-dix. Solidarité populaire Québec, ainsi que certains regroupements sectoriels ont déjà jeté des balises d'un projet de société. Notre contribution, que nous vous présentons aujourd'hui, est un outil contenant des balises d'un projet de société qui reflète nos valeurs et principes ainsi que notre volonté de changement social, politique et économique. Un projet qui donne aussi le goût de travailler ensemble, indépendamment des secteurs pour réaliser des actions.

## L'éducation populaire autonome

Qu'est-ce qui différencie les groupes membres du MÉPACQ de l'ensemble des groupes communautaires? L'éducation populaire autonome! Le projet de société que se donne le MÉPACQ s'articule donc autour de cet élément.

Pour celles et ceux qui se seraient pas encore familiarisés avec l'éducation populaire autonome, en voici la définition :

*" l'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens et citoyennes mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui visent, à court, moyen ou long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu. "*

Un groupe d'éducation populaire autonome est sans but lucratif, non-institutionnel et contrôlé démocratiquement par ses membres.

Quant aux pratiques des groupes d'éducation populaire autonome, elles sont basées sur quatre principes :

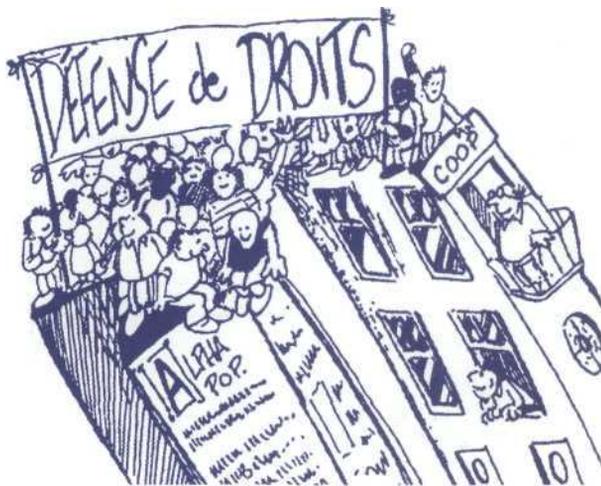
- **avoir une visée de transformation sociale et travailler sur les causes des problèmes sociaux plutôt que sur les effets;**
- **adopter des démarches d'apprentissage qui mènent à des actions collectives;**
- **rejoindre des populations qui ne contrôlent pas ou peu leurs conditions de vie et de travail;**
- **favoriser la prise en charge du groupe et des démarches d'apprentissage par la population.**

Comprendre, analyser, critiquer, prise en charge, volonté de changement social... voilà les mots clés des pratiques en éducation populaire autonome. Tout cela sous le signe de l'action collective démocratique.

Bref, l'éducation populaire autonome c'est un outil visant la transformation de notre société afin qu'on y retrouve une plus grande justice sociale et économique.

## Nos luttes, nos victoires...

À regarder d'où l'on vient, on peut mieux voir et décider où l'on veut aller tout en choisissant le chemin à suivre. Voilà pourquoi nous effectuerons un très bref survol de l'impact de l'éducation populaire au Québec.



Une première constatation s'impose. Le travail effectué par le mouvement populaire depuis le début du siècle a permis l'amélioration de la protection sociale et économique des citoyens et citoyennes. Plusieurs lois sociales et services gouvernementaux découlent de l'action des groupes populaires et syndicaux : les droits des femmes, l'aide juridique, les normes minimales du travail, la mise sur pied des CLSC, la protection des consommateurs et consommatrices, la protection des locataires, les services de garde, l'assurance-chômage, les normes environnementales, le soutien à l'éducation populaire autonome, etc. En fait, la quasi-totalité des lois sociales (sauf peut-être la pension des député-e-s) provient de pressions des citoyennes et citoyens organisé-e-s.

De plus, n'oublions pas l'impact fort important des groupes populaires sur le plan de l'avancement et de l'élargissement de la démocratie. Bien sûr, il nous

faut souligner l'avancement de la démocratie sur le terrain politique, dans son sens le plus électoral : droit de vote des femmes, droit de vote pour tous et toutes dans les municipalités, abaissement du droit de vote à 18 ans, lois sur les caisses électorales des Partis politiques, etc. Mais lorsque nous invoquons cette question nous nous référons surtout aux différentes réalités qui ont porté les gens à s'impliquer davantage dans la société civile et à utiliser de plus en plus leur droit de parole.

L'implication des citoyens et citoyennes dans les groupes populaires et communautaires, dans le système d'éducation, dans celui de la santé ou dans les organismes para-gouvernementaux (tels les CLSC et les Régies régionales) amène un élargissement de la démocratie et augmente l'intérêt des gens pour les questions publiques et socio-politiques. L'action des groupes populaires dans cette avancée de la démocratie n'est certes pas à négliger.

La dernière constatation concerne l'influence de l'éducation populaire sur certains secteurs ou sur certaines activités plus particulières : outils pédagogiques adaptés à des populations moins scolarisées, développement de nouveaux cours (études féministes, animation ou intervention communautaire, environnement, etc.), nouvelles approches ou pratiques d'intervention (santé des femmes, santé mentale, alphabétisation, etc.), organisation de vie et de travail basée sur la solidarité et l'entraide (coopératives de travail, d'habitation, etc.).

Enfin, les groupes ont joué et jouent toujours, un rôle de premier plan en tant que révélateurs et dénonciateurs de problèmes sociaux (violence faite aux femmes, racisme, sexisme, environnement, etc.) contribuant ainsi à sensibiliser davantage la population sur ces problèmes et à faire progresser des éléments de solution.

Remettre nos actions en lien avec le passé de notre mouvement (ses luttes, ses gains, ses défaites, son impact social), tout en les situant dans une perspective historique à long terme, c'est se doter d'un outil supplémentaire pour ne pas tomber dans le défaitisme et la " grande déprime ". La clarification de notre projet de société s'inscrit donc dans cette perspective tout en visant une plus grande cohésion du mouvement populaire et communautaire dans sa recherche de solutions globales à l'injustice sociale qui perdure.

# **Notre projet de société**

L'importance d'un projet de société est capitale si nous désirons, ensemble, renforcer notre pouvoir collectif d'influencer la société.

Notre travail en tant que regroupements national et régionaux inter-sectoriels, et le vôtre en tant que groupes membres, doit tendre à défendre et mettre de l'avant les principes et valeurs de notre projet de société. Et cela ne peut se faire que grâce à la solidarité et au développement d'alliances avec d'autres groupes sociaux qui partagent nos principes.

Afin d'atteindre cet objectif, espérons que ce premier outil permette de réfléchir sur les perspectives à donner à nos actions et luttes à court terme, moyen terme et long terme.

Lorsqu'on parle de projet de société on constate rapidement que la plupart des thèmes qui nous tiennent à coeur, en tant que groupes populaires et communautaires, s'entrecroisent régulièrement. Vous trouverez dans les pages qui suivent les grands principes, les valeurs et les exemples qui illustrent notre projet de société. Rappelez-vous toutefois que les exemples proposés y sont à titre indicatif.

**Un monde meilleur? En tous cas sûrement moins pire que celui que nous subissons!**

## **Les grands principes de notre projet de société**

**Des rapports égalitaires entre les femmes et les hommes**

**Une société juste sur les plans économique et social**

**Une société démocratique**

**Une société non-violente**

**Une société non-discriminatoire**

**Un environnement sain**

**Des plaisirs pour mieux vivre**

## Des rapports égaux entre les femmes et les hommes

Nous vivons dans une société patriarcale. Cela signifie que les hommes contrôlent, entre autres, les pouvoirs politique, économique, juridique et familial. Les femmes demeurent les défavorisées de notre société. Sur le marché du travail, elles occupent les emplois les moins bien rémunérés et les plus précaires. Elles sont les premières victimes de l'appauvrissement grandissant de notre société. Tant leur vie sociale que leur vie privée est quotidiennement menacée par la violence, que ce soit par le biais de la pornographie, le harcèlement, les agressions sexuelles ou le meurtre.

**Nous voulons une société qui cesse d'opprimer la moitié de sa population. Dans la société que nous prônons, le sexe d'une personne ne déterminera plus son statut ni social, ni économique. Les femmes seront proportionnellement représentées dans toutes les structures administrative et de pouvoir. Aucune violence envers les femmes ne sera tolérée.**

Des rapports égaux entre les hommes et les femmes se concrétisent à la maison, au travail, sur le terrain économique et politique, bref, dans tous les lieux de pouvoir déterminants de l'actuelle société. L'autonomie financière des femmes est une condition sine qua non de leur égalité.

Quelques exemples

- instauration de l'équité salariale;
- élimination de la précarité d'emploi qu'elles subissent majoritairement;
- accessibilité accrue au travail;
- accessibilité accrue à la syndicalisation;
- priorisation de la formation des filles et des femmes dans des métiers non-traditionnels;
- adoption d'une politique de soutien aux familles monoparentales.

Dans une société égalitaire, les femmes occupent représentativement la place qui leur revient dans les structures de pouvoir.

Quelques exemples

- représentation proportionnelle au niveau politique;
- partage équitable des postes administratifs et de pouvoir;
- influence de la vision féministe.

Une société qui abolit les rapports de domination des hommes sur les femmes doit nécessairement éliminer la violence et le sexisme.

Quelques exemples

- politique de tolérance zéro face à la violence envers les femmes;
- criminalisation accrue des crimes d'inceste, d'agression sexuelle et de violence conjugale;
- pas de libération conditionnelle des agresseurs;
- consolidation et expansion des réseaux d'aide aux femmes qui vivent la violence;
- éducation afin d'abolir les préjugés véhiculés sur les femmes qui vivent la violence;
- retrait de toute connotation sexiste du droit criminel;
- programme d'accès à l'égalité à 50% des postes en justice;
- élimination du sexisme et des stéréotypes;
- élimination de l'exploitation économique de la sexualité.

Cette société laisse aux femmes le contrôle total de leurs corps.

Quelques exemples

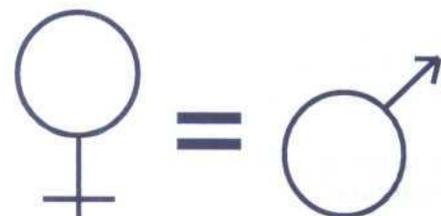
- contrôle par les femmes de leur pouvoir de reproduction;
- reconnaissance du droit à l'avortement libre, gratuit et accessible;
- reconnaissance de la pratique des sage-femmes;
- sévère contrôle des nouvelles techniques de reproduction.

Les valeurs soutenant cette égalité se refléteront tant dans le système scolaire qu'au sein de la famille.

Quelques exemples

- redéfinition des rôles parentaux;
- partage équitable des tâches domestiques;
- partage de toutes les responsabilités liées aux soins des enfants;
- un système d'éducation prônant l'égalité et le respect.

Finalement, que cette société reconnaisse et encourage l'instauration de nouveaux rapports hommes/femmes où ces dernières cesseront d'être les éternelles perdantes, économiquement, socialement et affectivement et met une priorité à l'autonomie financière et affective des femmes.



## Une société juste sur les plans économique et social

La réalité parle d'elle-même. L'actuelle société perpétue l'injustice sociale et économique. L'appauvrissement s'accroît et se "féminise" dangereusement. Les inégalités se multiplient. Le marché de l'emploi est éclaté. Les politiques sociales se restreignent.

Nos gouvernements démontrent qu'ils n'ont aucune vue d'ensemble et qu'ils ne se préoccupent pas des conditions de vie de la vaste majorité des citoyennes et des citoyens.

Le social est assujéti à l'économie et cette dernière se développe selon des normes décidées par une poignée de possédants. Résultat: la distance entre le rêve que nous offre la société et la triste réalité que nous vivons s'accroît de plus en plus.

**Nous voulons une société économiquement et socialement juste où la distribution des richesses et l'organisation du travail permettent l'épanouissement de tous et toutes individuellement et collectivement. Une société où le plein-emploi, des politiques fiscales équitables, un système d'éducation accessible et des politiques sociales équitables seront au coeur du développement des personnes et des collectivités.**

### Justice économique

Une société qui prône la justice économique assure l'égalité sociale c'est-à-dire une garantie, pour les femmes et les hommes, à un revenu décent et équitable. Cette société rejette toutes les politiques économiques axées sur l'enrichissement de quelques individus et fait de la lutte à la pauvreté une de ses priorités majeures.

#### Quelques exemples

- politique de plein-emploi axée sur des emplois non-précaires, aux conditions de travail et au salaire décent;
- développement régional équitable;
- non-discrimination dans l'emploi (contre les femmes, les personnes handicapées, les communautés culturelles, etc);
- droit à un travail valorisant;
- programmes de formation de qualité pour les travailleurs-euses, les chômeur-euses, et toute personne voulant accéder au marché du travail;

- arrêt des programmes d'employabilité bidons;
- meilleure accessibilité à l'assurance-chômage;
- augmentation du salaire minimum;
- instauration d'un revenu minimum décent;
- abolition des standards de surproduction dans le travail, l'école, la vie, etc.;
- fin du traité de libre-échange;
- diminution du temps de travail.

### Politiques fiscales équitables

La justice sociale et économique commence avec un régime fiscal exempt d'inégalités. Nous voulons une société où les mieux nantis et les entreprises paient leur juste part d'impôts ce qui signifie l'abolition des abris fiscaux et des surtaxes injustes pour l'ensemble de la population.

#### Quelques exemples

- abolition des avantages fiscaux pour les entreprises, les banques et les particuliers;
- réduction de la charge fiscale pour les familles;
- augmentation de l'impôt sur les profits des entreprises;
- abolition des politiques fiscales discriminatoires notamment envers les femmes.

### De véritables politiques sociales

La société doit combler les besoins de base légitimes de la population. Des droits fondamentaux doivent être reconnus. Celui de se loger, de se nourrir, se vêtir, de se transporter, d'être éduqué-e, d'obtenir des soins de santé peut importe son revenu, son sexe, sa nationalité.

Au lieu de faire comme nos gouvernements qui se désengagent envers les plus pauvres et qui subventionnent généreusement les entreprises du type Malenfant et Lavalin, il faut mettre en place toutes les politiques nécessaires afin d'empêcher les inégalités sociales.

#### Quelques exemples

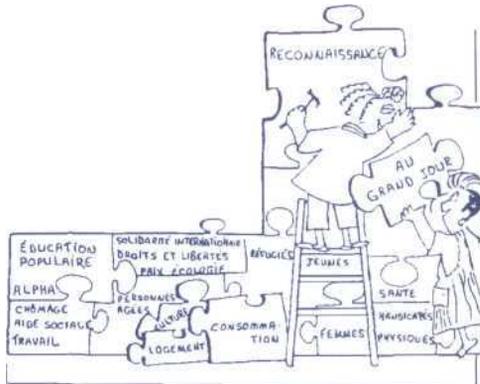
- cesser les coupures dans les programmes sociaux;
- préserver l'universalité et la gratuité des soins de santé;
- établir un système de santé adéquat en région;
- instaurer une véritable politique de logement social;
- assurer un accès égal à la justice et indépendance politique des tribunaux;
- intervenir auprès des personnes victimes de la désinstitutionnalisation des soins de santé;
- améliorer les conditions de vie des accidenté-e-s du travail;
- fournir un accès équitable au support juridique;
- financer adéquatement les groupes populaires et communautaires qui travaillent pour une plus grande justice sociale.

## Soutien aux familles

Nous tenons à une société qui réunit toutes les conditions permettant l'épanouissement de la famille, traditionnelle ou non-traditionnelle, dans le respect de chacun-e de ses membres.

### Quelques exemples

- établir une véritable politique de soutien familial;
- offrir de vrais congés de maternité et de paternité;
- reconnaître le droit de pratique des sage-femmes;
- responsabiliser les hommes face au partage égalitaire des responsabilités;
- établir des services de garde universels, gratuits et accessibles;
- reconnaître les enfants comme des individus à part entière;
- respecter la réalité et l'autonomie des adolescent-e-s;
- mettre sur pied de politiques d'intégration pour les jeunes;
- amélioration des conditions de vie des personnes âgées.



## Éducation

Afin d'obtenir une société juste qui offre l'égalité des chances dès l'enfance, le système d'éducation doit absolument être gratuit et accessible à tous et, à tous les niveaux et sous toutes ses formes: éducation permanente, éducation aux adultes, éducation populaire, etc.

### Quelques exemples

- reconnaissance et financement de l'éducation populaire autonome;
- démocratisation du système d'éducation en fonction des jeunes;
- abolition des frais de scolarité;
- mise sur pied d'un régime de prêts et bourses accessible et équitable;
- éducation véhiculant des valeurs non-violentes, non-sexistes et non-racistes sous le signe du respect d'autrui;
- favoriser les mesures pour contrer l'analphabétisme;
- revalorisation de la fonction d'enseignant-e;
- reconnaissance de l'éducation populaire autonome;
- programme d'éducation et d'échange sur les différentes cultures incluant les peuples autochtones.

## Une société démocratique

Le principal reproche des citoyens et citoyennes quant au fonctionnement de la démocratie dans notre société demeure le peu de pouvoir qu'ils et elles ont sur les décisions qui sont prises. Combinée à l'absence de larges parties de la population dans le processus démocratique, au manque d'alternative politique et à la centralisation des pouvoirs, cette situation nous permet d'affirmer que la société est dominée par une minorité... ceux qui possèdent.

**Nous voulons une société qui véhicule une véritable démocratie tant dans sa représentation politique que dans ses structures et qui se dote des outils nécessaires favorisant le droit de parole. Une société qui respecte l'autonomie des régions et prône un réel développement régional. Cette société sera respectueuse de la volonté des peuples à disposer d'eux-mêmes.**

Cela signifie que tous les groupes sociaux doivent être représentés proportionnellement dans toutes les structures de pouvoir, qu'elles soient politiques, administratives ou d'information. Et que l'on se donne les outils permettant une réelle démocratie participative.

### Quelques exemples

- établir une représentation proportionnelle des femmes, des minorités, des personnes âgées, des personnes handicapées;
- se limiter à un nombre maximum de mandats pour les élu-e-s;
- se doter d'un véritable processus de consultation qui soit démocratique et respectueux des points de vue présentés;
- décentraliser les pouvoirs vers les régions et les quartiers;
- reconnaître le droit à l'information incluant des outils adaptés pour personnes analphabètes.

Toutefois, contrairement à l'opinion dominante, une société démocratique ne se limite pas au simple processus électoral. Voilà pourquoi une société vraiment démocratique doit aussi tenir compte des éléments suivants.

## Reconnaissance des groupes populaires et communautaires

L'essence même des groupes pratiquant l'éducation populaire autonome est de favoriser la vie associative donc la démocratie. Assurer la consolidation et le développement du réseau représente une des garanties pour l'établissement d'une véritable démocratie où les citoyens et citoyennes se prennent en charge.

### Quelques exemples

- reconnaissance politique des structures de représentation des groupes;
- soutien financier stable et adéquat des groupes;
- reconnaissance de leur expertise;
- reconnaissance de leur apport social et démocratique;
- pourcentage réservé du budget du MÉQ pour l'ÉPA.

## Droit à une information de qualité

Un des principaux piliers de notre système démocratique est le réseau d'information. Or, nous croyons que l'information actuellement diffusée est de piètre qualité.

Nous avons plutôt accès à une information teintée de sensationnalisme, de gadgets, d'indifférence face aux vrais problèmes sociaux et économiques, voire même de désinformation.

La population a droit à une information de qualité, diversifiée et non concentrée entre quelques mains.

### Quelques exemples

- accès à une information de masse porteuse de valeurs de justice sociale;
- représentation de tous les points de vue dans les médias (pluralisme qui inclut les groupes communautaires, les femmes, les communautés culturelles, etc.);
- reconnaissance et soutien des médias communautaires;
- développement d'un réseau d'information régional fort;
- lois qui empêchent la concentration de la presse écrite et parlée;
- abolition de la publicité sexiste, raciste, violente et militaire.

## Bureaucratisation

La démocratie ça se vit aussi au quotidien. Une société démocratique se doit de traiter la personne de la façon la plus humaine possible dans les rapports avec les institutions et assurer que soit respectée la vie privée des citoyens et citoyennes.

### Quelques exemples

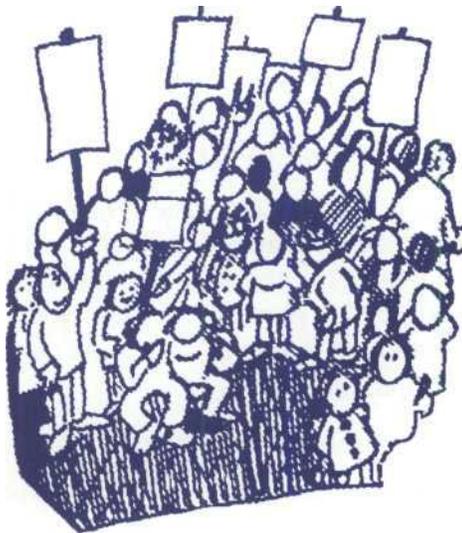
- humaniser les services gouvernementaux (tels ceux de la santé);
- empêcher toute intrusion gouvernementale ou des entreprises dans la vie privée des personnes (listes informatisées, banques de données);
- rejeter toutes les mesures répressives telles les bouboumacoutes;
- mettre fin au contrôle des grandes corporations sur la santé, la justice, etc...

## Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Dans le but d'établir une équité entre les peuples une société démocratique respecte le droit des Québécois et Québécoises de décider de leur avenir mais aussi le droit des peuples autochtones de contrôler économiquement et politiquement leur territoire et leur avenir.

### Quelques exemples

- reconnaissance du droit à l'autonomie politique et économique des peuples autochtones.



## Une société non-violente

La violence est devenue le moyen privilégié de régler non seulement les conflits internationaux et nationaux mais aussi ceux dans notre quotidien. Course à l'armement, guerres, violence physique, violence verbale, violence psychologique... voilà quelques-unes des règles du jeu de pouvoir valorisées par notre société.

**Nous voulons une société où la guerre ne représente pas la solution privilégiée aux conflits entre les pays ou les individus. Une société qui soit ouverte sur le monde et qui respecte le droit à l'intégrité physique et psychologique des personnes.**

Cela veut dire éliminer toute forme de violence dans notre environnement immédiat et dans notre propre pays. Que cesse plus particulièrement la violence faite aux femmes, celle infligée aux enfants et aux personnes âgées afin que ces personnes puissent vivre en toute sécurité sans être sous la domination de quiconque.

### Quelques exemples

- abolir la pornographie;
- responsabiliser les médias et surtout la télévision par rapport au contenu des émissions;
- combattre les stéréotypes violents qui sont valorisés;
- établir un programme d'éducation sexuelle dans le respect des femmes afin d'éliminer le mépris, les attitudes sexistes et la violence à leur égard;
- interdire toutes formes d'armes.

La violence se manifestant également entre les pays, il est primordial que notre société milite en faveur du pacifisme, de la démilitarisation et de l'abandon du conflit armé comme solution aux litiges.

### Quelques exemples

- éliminer toutes les armes nucléaires;
- interdire le commerce d'armes;
- destruction de tout type d'armes;
- reconvertir les budgets militaires à des fins socialement utiles.

Finalement, nous militons en faveur d'une société prônant des valeurs de paix et d'harmonie entre les pays et nations. À cet égard, la non-ingérence militaire, le partage équitable des ressources de la planète, le respect des droits humains et l'aide internationale nous apparaissent comme étant des prémisses importantes à une co-existence pacifique. Cela implique également que nous respecterons les prin-

cipes et valeurs contenus dans notre projet de société dans nos relations avec les autres pays.

### Quelques exemples

- soutien aux groupes qui travaillent sur les questions internationales;
- promotion du respect entre les nations;
- programmes de sensibilisation et d'éducation dans les écoles.

## Une société non-discriminatoire

Ces dernières années, nous constatons que plusieurs mesures ou groupes sociaux ont attisé le feu de la discrimination, ce qui a occasionné une montée du racisme, des préjugés, voire même de l'intolérance, qui ont quelques fois conduit à des actes de violence.

**Nous voulons une société qui favorise l'intégration des communautés culturelles tout comme leur plein épanouissement en leur accordant les mêmes droits que l'ensemble de la population. Une société qui rejette catégoriquement le racisme, le sexisme et l'oppression. Une société qui prône le respect des collectifs et des individus peu importe la race, le sexe, la religion, l'orientation sexuelle, la condition physique, psychologique et économiques. Conséquemment une société qui prône le respect des organisations et des moyens/lieux d'expression collective.**

Cette pomme pourrie que représente la discrimination ne peut que détruire toute possibilité de justice sociale. Nous refusons les attaques verbales, physiques, sociales ou économiques face aux femmes, aux communautés culturelles, aux minorités religieuses, aux personnes handicapées et aux gais et lesbiennes.

### Quelques exemples

- éducation et politiques pour contrer le racisme;
- mise en place de structures d'accueil pour les immigrants et immigrantes;
- assouplissement des conditions d'admissibilité au pays;
- reconnaissance des expériences acquises à l'extérieur du pays;
- politiques éducatives préparant la population à l'accueil et à l'intégration de la population immigrante;
- valorisation et intégration de la personne handicapée dans la société;
- alourdissement des peines contre quiconque se rend coupable de discrimination et rendre les lois plus faciles à appliquer;
- appliquer des politiques d'accès à l'égalité à l'emploi et aux services
- élimination de l'oppression faite aux femmes;
- soutien des rencontres et des activités multi-culturelles.

## Un environnement sain

Notre environnement est en péril. Le développement sauvage et l'absence de volonté politique pour en contrôler les excès ont permis l'accumulation de situations menaçantes pour la survie de notre planète. La responsabilité d'agir revient à chaque individu-e ainsi qu'à la collectivité dans son ensemble.

**La société dans laquelle nous voulons vivre doit mettre ses priorités sur des politiques de respect et de protection de l'environnement où le développement socio-économique des collectivités et des personnes se fasse en harmonie avec la nature.**

Cela signifie, de toute urgence, la mise en place de solutions offrant des ressources humaines et financières afin de réparer les torts causés par la surexploitation des ressources naturelles ou par l'insouciance industrielle.

Quelques exemples

- reboiser nos forêts et cesser la coupe à blanc;
- nettoyer les sites contenant des déchets toxiques;
- dépolluer les grands cours d'eau.

Cela signifie aussi des choix de société axés sur un développement qui ne se fasse pas au détriment de la nature.

Quelques exemples

- favoriser des politiques de conservation d'énergie à la place des pratiques "énergivores";
- favoriser le développement durable;
- investir dans les technologies douces d'énergie (pas de nucléaire);
- assurer le respect des lois par les entreprises et industries;
- favoriser l'implantation d'industries non polluantes;
- établir des politiques de cueillette sélective et de recyclage;
- empêcher la réalisation de grands projets hydroélectriques non-nécessaires.



Enfin, l'environnement ne se limite pas à la campagne. La qualité de vie doit aussi se refléter dans les villes.

Quelques exemples

- façonner le développement urbain dans le respect de la nature;
- multiplier les parcs publics et les accès aux plans d'eau;
- privilégier un système de transport en commun accessible (y compris le co-voiturage);
- développer des réseaux de pistes cyclables.

## Des plaisirs pour mieux vivre

Pour plusieurs personnes, la société actuelle ne représente que la dépendance, la solitude, l'absence de loisirs et de divertissements ou de rapports sociaux chaleureux. L'individualisme y est valorisé. Bref, on y retrouve souvent une existence morne où la notion de plaisir et de bonheur reste soit inconnue ou perçue comme un luxe.

**Nous voulons une société où chaque personne, autonome, a droit et accès à la culture, aux divertissements, aux loisirs, bref aux petits plaisirs de la vie. S'éclater pour son propre épanouissement... mais dans le respect d'autrui.**

Le plaisir, le rire, l'amour, le bonheur, la fête et la sexualité sont à promouvoir. La solidarité, l'échange et les rapports sociaux égalitaires enrichissent tout autant les personnes que les collectivités.

Quelques exemples

- favoriser l'esprit de compétition constructif;
- faire en sorte que le système scolaire véhicule des valeurs collectives;
- faire de l'éducation sexuelle épanouissante axée sur le respect des individus;
- établir des rapports amoureux sous le signe du consentement et du respect de l'autre personne;
- favoriser l'entraide et la solidarité.

La société doit rendre les loisirs et la culture accessibles à tous et à toutes.

Quelques exemples

- élargir les possibilités et l'accès aux loisirs et aux vacances;
- subventionner davantage la culture et les loisirs;
- favoriser la création pour tout le monde;
- reconnaître le statut des créateurs et créatrices;
- abolir les taxes sur les prix d'entrées;
- adopter une politique de respect du patrimoine;
- augmenter du nombre de bibliothèques.

## Annexe : Petite histoire de la démarche

L'existence même du mouvement populaire et communautaire présuppose de fortes volontés de transformation de la société québécoise grâce à nos luttes, nos analyses, nos interventions et notre travail. Voilà pourquoi plusieurs groupes souhaitent se réappropriier un projet de société reflétant leurs valeurs et principes fondamentaux.

La démobilisation et les désillusions de certains et certaines sont loin d'avoir empêché plusieurs groupes de poursuivre leur travail et leur réflexion. L'appauvrissement grandissant d'une large partie de la population et le débat autour de la question nationale sont quelques-uns des éléments qui ont fait prendre conscience de la nécessité de poursuivre cette réflexion.

Certains groupes ont déjà jeté les basises d'un projet de société. Au MÉPACQ, la décision de mettre en branle une démarche de consultation afin de bâtir un projet de société a été prise lors du congrès d'orientation de décembre 1990. Enclanchée à l'hiver 1991, la démarche a abouti, dans un premier temps, à une consultation auprès de 140 groupes membres.

Dans un deuxième temps l'ensemble des Tables du MÉPACQ ont été consultées sur le contenu final de notre cadre de référence pour un projet de société. La version finale fut adoptée à l'automne 92.

L'objectif de cette démarche était de se doter d'un outil contenant les balises d'un projet de société qui reflétait nos valeurs et principes ainsi que notre volonté de changement social, politique et économique. Un projet qui donne aussi le goût de travailler ensemble, tous secteurs regroupés, pour réaliser des actions.

### Quelques observations sur la consultation

La démarche de consultation nous a permis de rédiger un projet de société mais aussi de dégager certains constats que nous voudrions vous partager avec vous.

Les groupes qui ont participé à la première étape de consultation proviennent de plusieurs secteurs d'intervention.

Femmes	Centres communautaires	Logement	Défense des droits sociaux
Garderies	Personnes handicapées	Personnes âgées	Alphabétisation
Famille	Solidarité internationale	Santé mentale	Jeunes
Environnement	Accidenté-e-s du travail	Information	Action bénévole
Centres de formation	Chômage	Consommation	Prévention du suicide
Sans-emploi			

Voici quelques statistiques : 52,9% des 140 groupes répondants, soit plus de la moitié, proviennent de quatre secteurs d'intervention: 23% des groupes de femmes (centres de femmes, centres d'aide aux femmes victimes d'agression sexuelle, centres de santé des femmes, etc), 12,1% des centres d'action communautaire, 10,7% des groupes de défense des droits sociaux (en majorité aide sociale) et 6,4% des groupes de défense des droits des personnes handicapées.

Il est aussi intéressant de constater qu'environ la moitié des groupes répondants ont tracé un portrait de leur société idéale en fonction de leur seul secteur d'intervention alors que l'autre moitié a eu une approche plus globale.

### Un travail à poursuivre

Notons finalement que la consultation fut l'occasion de faire le point dans son propre groupe. Cet exercice a permis à plusieurs groupes de constater qu'il y avait encore beaucoup de travail de conscientisation et de formation à effectuer.